

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Arrêté du 21 avril 2010 fixant pour la campagne de pêche 2010-2011 certains prélèvements totaux autorisés de captures dans la sous-division 3Ps de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO)

NOR : AGRM1009878A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu l'accord du 27 mars 1972 relatif aux relations réciproques entre la France et le Canada en matière de pêche ;

Vu le procès-verbal d'application de l'accord susvisé, conclu le 2 décembre 1994 ;

Vu le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

Vu le décret du 19 mars 1987 modifié fixant les mesures de gestion et de conservation des ressources halieutiques dans les eaux territoriales et la zone économique au large des côtes de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu l'arrêté du 20 mars 1987 modifié pris en application du décret du 19 mars 1987 ;

Vu les recommandations formulées par le conseil consultatif, tenu le 24 mars 2010 à Paris, conformément aux dispositions du procès-verbal d'application de l'accord du 27 mars 1972, conclu le 2 décembre 1994,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Dans la sous-division 3Ps de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO), les totaux admissibles de captures (TAC) suivants sont fixés pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

- morue : 11 500 tonnes ;
- sébaste : 8 500 tonnes ;
- plie grise : 650 tonnes ;
- plie canadienne : pas de pêche dirigée.

Art. 2. – S'agissant du gisement exploitable de pétoncles d'Islande dont les coordonnées géographiques pertinentes sont portées à l'annexe III du procès-verbal susvisé du 2 décembre 1994, une pêche pourra être réalisée pendant la période du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2010, dans la limite de 1 650 tonnes de captures.

Le niveau de TAC défini à l'article 1^{er} du présent arrêté constitue un maximum qui pourra être révisé en fonction de l'évolution de l'état des ressources halieutiques visées et de l'évaluation de la campagne de pêche dans les zones concernées.

Art. 3. – Conformément au procès-verbal d'application de l'accord de 1972 et à son annexe I, les TAC définis à l'article 1^{er} et la limite définie à l'article 2 ci-dessus sont répartis en quotas affectés aux pêcheurs français et aux pêcheurs canadiens pour la période considérée :

	QUOTAS FRANÇAIS (en tonnes)	QUOTAS CANADIENS (en tonnes)
Morue	1 794	9 706
Sébaste	306	8 194
Plie canadienne	Pas de pêche dirigée	
Plie grise	73,45	576,55
Pétoncle d'Islande	1 155	495

Art. 4. – Le directeur des pêches maritimes et de l’aquaculture et le préfet, représentant de l’Etat dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 avril 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement
du directeur des pêches maritimes
et de l’aquaculture :
Le directeur adjoint,
L. LAISNE